

L'hon. M. Stanfield: Qu'attendons-nous—c'est-à-dire l'ensemble des Canadiens—du Grand Nord; et qu'est-ce que le Grand Nord—c'est-à-dire ses habitants et sa faune—attend et est en droit d'exiger de nous, c'est-à-dire de ceux qui sont aux leviers de commande? Tout d'abord, qu'attendons-nous du Grand Nord? Nous voulons la mise en valeur du potentiel économique de cette vaste région au profit de l'ensemble du Canada, y compris ses habitants actuels et futurs.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Nous voulons la mise en valeur de nos ressources et, comme le député d'Athabasca (M. Yewchuk) l'a dit, nous voulons qu'on les transforme le plus possible. Nous ne voulons absolument pas qu'on invoque le problème de la transformation comme excuse pour retarder le développement du Nord.

En ce qui a trait au règlement des revendications indiennes en Alaska, j'aimerais signaler que la découverte d'importantes réserves pétrolières dans cette région a permis à l'État de l'Alaska de faire une offre généreuse. Je ne veux pas dire par là que nous devrions attendre une pareille découverte chez nous pour régler généreusement ces revendications. Je signale simplement cette question à ceux qui seraient enclins à faire peu de cas de l'essor économique et des recettes qu'il peut amener. On pourrait faire bien plus pour encourager la diversification économique, surtout dans le Moyen-Nord. Je ne parle pas seulement de l'Extrême-Nord. On pourrait faire bien plus pour augmenter le traitement de nos ressources non renouvelables. Comme d'autres l'ont fait ressortir il ne faut pas nous contenter de dépouiller le Nord le plus rapidement possible. Il nous faut des politiques à long terme. A ma connaissance et d'après ce que j'ai pu comprendre, c'est là qu'a échoué le gouvernement actuel. Je serais enchanté, monsieur l'Orateur, d'avoir la preuve que je me trompe.

Qu'attendons-nous du Nord? Qu'il fasse son apport irremplaçable à l'économie et à la vie du Canada, car le Nord fait partie de notre patrimoine. Il est un élément à utiliser judicieusement à son avantage et au nôtre.

• (4.30 p.m.)

Qu'attend le Nord de nous? Il est peut-être présomptueux de vouloir l'exprimer, mais je veux m'y essayer. Je crois qu'il attend de nous une sagesse comme celle dont je viens de parler. Il attend de nous la compréhension des problèmes qui lui sont propres. Il attend un effort résolu de trouver des politiques qui mettront en valeur son caractère fondamental au lieu de le détruire. Il attend de nous que nous traitions équitablement les droits des populations indigènes, que nous ne tentions pas de leur dire ce que nous attendons d'elles, comme le gouvernement actuel s'est employé à le faire avec des résultats désastreux, mais que nous collaborions avec eux afin de sauvegarder leur culture et que nous voyions à ce qu'ils tirent profit comme ils le souhaitent du développement économique qui sera réalisé.

Pendant trop longtemps on a laissé pourrir la question du droit des autochtones à leurs terres. Le député de Peace River (M. Baldwin) nous a entretenus longuement sur le sujet qu'il connaît à fond. J'aimerais tout simplement dire que n'importe quel gouvernement qui envisage la mise en œuvre d'un programme à long terme pour le

[M. Nielsen.]

Nord doit accorder priorité au règlement de la question d'une façon tout à fait acceptable pour les Indiens et les autres populations autochtones.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien a dit cet après-midi que les Indiens en cause sont régis par des traités. Selon mes renseignements, il n'en est pas ainsi.

M. Orange: Vous faites mieux de vous bien renseigner.

L'hon. M. Stanfield: Je veux me renseigner aux bonnes sources et le ministre ferait mieux de suivre mon exemple.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Si je comprends bien, les traités ne s'appliquent pas au Yukon, et certainement pas aux indigènes des territoires. Le ministre a fait là une déclaration trompeuse. Le livre blanc relatif aux Indiens a fait démarrer la discussion d'une façon désastreuse.

L'hon. M. Côté: Vous étiez en faveur.

L'hon. M. Stanfield: J'ai dit que c'était un désastre, monsieur l'Orateur. On s'en est rendu compte au jour le jour. J'espère que le ministre procède avec plus de prudence et plus ouvertement avec les Indiens et les autres indigènes qu'il ne l'a fait à la Chambre aujourd'hui quand il a fait cette assertion au sujet des traités concernant les Indiens du Nord.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Je mets le ministre et les députés d'en face au défi de justifier cette affirmation. C'est impossible.

En dehors de cette question précise, le Nord attend de nous une action fondée sur la connaissance exacte de ses problèmes, de son potentiel et de ses besoins. Il ne suffit pas d'agir à la hâte comme le gouvernement actuel et de lancer des suggestions au Texas ou ailleurs tout en ignorant la situation véritable et les effets de ces entreprises gigantesques sur l'équilibre écologique. Dans le Nord comme dans le Sud du pays, le gouvernement a souvent semé bien des paroles en l'air et des promesses vagues. Il faut autre chose, mais ce semble être tout ce que ce gouvernement a à offrir.

C'était pour badiner que je disais hier au chef du Nouveau parti démocratique qu'il pourrait devenir un expert comme moi, car je ne prétends pas être un expert en la matière. Toutefois, j'ai en haut sur ma table de travail un rapport volumineux publié il y a trois ans par le gouvernement des États-Unis sur tous les aspects de la vie en Alaska. Ce rapport, préparé en pleine connaissance du fait que la frontière de l'Alaska serait bientôt disputée, traite en détail de la culture et de la situation économique des autochtones, de la structure géologique et géographique de l'Alaska ainsi que des conséquences possibles d'un changement. Cette étude a été menée pour que les projets futurs soient examinés en pleine connaissance de cause, non à la lumière de promesses vagues ou de préjugés faciles.

Qu'avons-nous fait de semblable au Canada? J'aimerais bien le savoir. Que faisons-nous maintenant?